



Le 10 Jan. 2026
Par Elia VAISSIÈRE

Plusieurs milliers de médecins défilent à Paris et en appellent à Lecornu

Plusieurs milliers de médecins libéraux en grève depuis lundi défilent samedi à Paris contre une "dérive autoritaire" qui menace selon eux leur "liberté d'exercice", appelant le Premier ministre Sébastien Lecornu à leur "faire des propositions".

"Maltraiter les soignants, c'est maltraiter les patients", proclame la banderole de tête portée par les syndicats représentatifs des professionnels.
Parmi les slogans des manifestants, venus nombreux en blouse blanche, "on veut des soignants pas des sanctions", "la Sécu parle chiffres, nous parlons patients" ou encore, à l'intention du gouvernement, "nous ne sommes pas des pions de vos échecs".

"La mesure phare de ce qui nous met en colère, c'est la mise sous objectifs pour les arrêts de travail. On essaye de faire au mieux tous les jours pour faire en sorte que les arrêts soient justifiés, productifs, ça vient saccager tout notre travail. C'est insultant", estime Elise Mercier, médecin généraliste à La Haie-Fouassière, près de Nantes, rencontrée dans le cortège.

L'Assemblée nationale a adopté en décembre la limitation à un mois des arrêts de travail en première prescription et à deux mois pour un renouvellement.

"On voit nos conditions de travail se dégrader beaucoup" et "maintenant, différentes attaques sur notre secteur vont nous empêcher de faire notre travail correctement", juge aussi Muriel Kolmer, anesthésiste libérale venue de Mulhouse.

"défendre notre liberté"

Autre point irritant, la possibilité donnée au directeur de l'Assurance maladie de fixer unilatéralement des tarifs médicaux.

"Nous voulons défendre notre liberté", a résumé Franck Devulder, président de la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) lors d'une conférence de presse dans la matinée.

En France, "les besoins de soins augmentent mais les moyens dédiés à la santé diminuent, alors, forcément, il y a une inadéquation. Et il y a une dérive autoritaire", a déploré la présidente du premier syndicat des généralistes, Agnès Giannotti.

La manifestation s'inscrit dans le cadre d'une grève du 5 au 15 janvier, qui devrait connaître un point d'orgue en début de semaine prochaine lorsque de nombreuses cliniques privées seront affectées par des fermetures de blocs opératoires.

Signe de la tension ambiante, l'intersyndicale a refusé vendredi un rendez-vous avec la ministre de la Santé Stéphanie Rist à l'issue de la manifestation, estimant qu'elle connaissait déjà "depuis longtemps les points bloquants".

Au vu de la "mobilisation historique", "il est grand temps qu'au plus haut niveau de l'Etat, le Premier ministre Sébastien Lecornu nous donne des réponses concrètes", a exigé M. Devulder.

Les médecins libéraux ont déjà obtenu la suppression la surtaxation des dépassements d'honoraires ou l'obligation de consulter et d'alimenter le dossier médical partagé (DMP) des patients.

Ils s'opposent aussi à d'autres mesures en cours d'examen par le Parlement, comme la possibilité d'imposer des objectifs de réduction des prescriptions aux médecins qui prescrivent nettement plus que leurs confrères en situation comparable.

"grève perlée"

"On demande de respecter, de sanctuariser la convention médicale, l'accord qu'on signe avec l'Assurance maladie" tous les quatre ans pour réguler le secteur, a souligné Patricia Lefébure, présidente du syndicat FMF.

Les internes, également mobilisés, dénoncent la mise en place "bâclée" de la réforme instaurant une quatrième année de médecine générale, qui devait initialement leur offrir un an de stage en libéral mais va, par manque de places, pousser de nombreux étudiants à rester "une année de plus à l'hôpital", selon leurs représentants.

Selon la ministre de la Santé - qui reçoit les statistiques avec un délai de 48 heures - l'activité avait diminué mardi de 19% chez les généralistes et 12% chez les spécialistes.

Des chiffres "pas représentatifs" selon les syndicats qui estiment que 80% des praticiens participent au mouvement, qui prend souvent la forme d'une "grève perlée", avec quelques jours d'ouverture pour ne pas pénaliser leurs patients.

Selon Lamine Gharbi, président de la Fédération de l'hospitalisation privée (FHP), 80% des 4.000 praticiens inscrits à la "permanence des soins en établissements de santé" (gardes) ont été "réquisitionnés" par les autorités pour maintenir un niveau d'activité minimal en clinique.

Les grévistes ont reçu le soutien du patron de LR Bruno Retailleau, qui a estimé sur X que "le gouvernement trahit sa parole et méprise la médecine libérale".